

6 Économie

Filière café-cacao

Le secrétaire exécutif de l'Acram présenté aux agents



Photo : Maïkent Ntoure

Le DG des Caistab, Luther Steeve Aboua présentant Ismaël Ndjewe, le secrétaire exécutif de l'Acram.



Photo : Maïkent Ntoure

Une vue du public.

MNN
Libreville/Gabon

Le directeur général des Caisses de stabilisation et de péréquation (Caistab), Luther Steeve Aboua, a présenté à ses agents, Ismaël Ndjewe Ndomba, le nouveau secrétaire exécutif de l'Agence des cafés robusta d'Afrique et de Madagascar (Acram).

LE directeur général des Caisses de stabilisation et de péréquation (Caistab), Luther Steeve

Aboua, a organisé, hier, au complexe technique d'Owendo, une cérémonie de présentation de celui qui va désormais occuper les hautes fonctions de secrétaire exécutif de l'Agence des cafés robusta d'Afrique et de Madagascar (Acram) à l'ensemble de ses agents. Il s'agit d'Ismaël Ndjewe Ndomba.

Le DG de la Caistab a précisé que ce "compatriote", choisi à la suite d'un long processus de recrutement, le 17 juillet dernier, à Lomé (Togo),

est le tout premier secrétaire exécutif de cette organisation internationale. *"La direction générale ne ménagera aucun effort pour vous accompagner dans ce nouveau challenge que les pays membres de l'Acram viennent de vous confier. Il me plaît de rappeler que votre désignation à ce poste ne fait l'objet d'aucun doute sur votre capacité à faire évoluer votre Agence, mais également notre pays pour ce qui est du domaine du café que vous connaissez*

parfaitement", a indiqué le directeur général. Et de rappeler que le promu, ingénieur agronome, est d'abord un agent des Caistab.

"C'est ici l'occasion d'indiquer la nécessité de disposer d'une politique nationale de développement du secteur café au Gabon. Tous les autres pays membres de l'Acram disposent déjà d'une politique nationale. Il nous appartient également, à nous, de disposer d'une politique nationale", a souhaité le secrétaire

exécutif de l'Acram, Ismaël Ndjewe Ndomba. L'Acram est une association internationale sans but lucratif regroupant les opérateurs privés et publics intéressés par la filière café robusta d'Afrique et de Madagascar. C'est à la suite de la mise en liquidation de l'Organisation africaine et malgache du Café (OAMCAF) en 2007, qu'est née l'idée de créer une structure nouvelle ayant pour mission de redynamiser le secteur du café robusta

en Afrique. L'Acram a été lancée le 20 novembre 2007 à Yaoundé, en marge du 1er Forum africain des cafés et de la 47e Assemblée générale annuelle de l'Organisation interafricaine du Café (OIAF). À Libreville le 17 novembre 2008, les représentants des 25 pays membres de l'OIAF ont participé au lancement officiel de l'Agence Acram, en marge de la 48e Assemblée générale annuelle de l'OIAF.

Lutte contre la pollution/Stratégie nationale du REDD+

De fortes recommandations

J.M
Libreville/Gabon

LES acteurs de la gouvernance climatique au Gabon se sont réunis dernièrement à Libreville. But de la table ronde, faire un plaidoyer auprès des partenaires au développement et du secteur privé, pour l'élaboration d'un plan stratégique national de la "Reducing emissions from deforestation and forest degradation (REDD+)".

Ce fut l'occasion pour ces acteurs d'énumérer de fortes recommandations à l'endroit du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), du gouvernement et de la société civile nationale. Au Pnud, ils ont recommandé l'optimisation du fonctionnement de différents cadres institutionnels et organisationnels à la lumière d'une recherche/étude de Benchmark basée sur les meilleures dispositions à travers différentes régions du monde. Et ont aussi souhaité que le Pnud élabore un programme central de renforcement des capacités en appui à toutes

les parties prenantes concernées; d'une stratégie de mobilisation du secteur privé et la forte implication des entreprises du secteur de l'agro-industrie; la discussion de la place et du rôle de la jeunesse dans la mise en œuvre du programme pays; la mise en place une plateforme d'échange direct avec les OSC des jeunes pour une collaboration active et plus d'accès à l'information; l'examen de la possibilité pour l'Union des forestiers industriels du Gabon et aménagistes (Ufiga) de trouver un financement pour la signature de la convention de partenariat entre eux et le Réseau des organisations de la société civile pour l'économie verte en Afrique centrale (Roscevac) et la mobilisation des ressources et des partenariats possibles pour soutenir le renforcement des capacités de la jeunesse dans les OSC.

Aux acteurs de la société civile, la table ronde a recommandé d'accroître la mobilisation des leaders de haut niveau, la mobilisation des ressources en impliquant et en facilitant le dialogue avec les acteurs du secteur privé.



Photo : DR

Nicaise Moulombi et le ministre Lee White après les travaux de la table-ronde.

Des études devront être menées sur les moteurs directs et indirects de la déforestation et les options stratégiques attendues. En même temps, ils devraient s'assurer de la duplication totale et permanente du cadre institutionnel et organisationnel international de l'action climatique, ou encore investir dans le développement des systèmes et outils de ré-

seautage actif pour plus d'implication et de représentativité des parties. *"La société civile a aussi l'autorisation de faire pression sur les sociétés forestières pour prioriser l'embauche de la main d'œuvre locale, en même temps qu'elle devra exhorter les entreprises du secteur forêt-bois à respecter scrupuleusement les dispositions du code forestier"*, a indiqué Ni-

caise Moulombi, l'un des initiateurs de cette table ronde.

Soutien* Le gouvernement, représenté par le ministre de la Forêt, de la Mer et de l'Environnement, chargé du Plan climat, Lee White, a été chargé de formaliser par un décret, la création de l'instance décisionnelle de la REDD+ au Gabon et rendre opérationnel le comité ainsi créé. Il devra

également réaliser le plan de transition énergétique du Gabon dans le cadre de l'action climatique; continuer à soutenir les stratégies et projets en faveur de l'utilisation des énergies renouvelables et notamment du solaire en impliquant au niveau entrepreneurial, les acteurs de la société civile au niveau de la maintenance desdites infrastructures; continuer à soutenir les innovations en matière d'accès à l'eau pour tous en relation avec les questions climatiques et légiférer sur les droits humains en matière d'agroforesterie et sur l'exploitation minière.

La REDD+ est une initiative internationale et transnationale lancée en 2008. Elle vise à lutter contre le réchauffement climatique provoqué par les émissions de gaz à effet de serre induites par la dégradation, la destruction et la fragmentation des forêts. Elle est coordonnée par l'Onu qui a mis en place le programme UN-REDD. Elle s'appuie sur des incitations financières et est indirectement liée au marché du carbone.